

Comprendre la survie politique de Netanyahu

Par Nijmeh Ali, le 31 mai 2020



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a dominé la politique israélienne pendant près de 25 ans, d'abord entre 1996 et 1999, puis à nouveau depuis 2009. Vainqueur de cinq élections au total, il est devenu le Premier ministre ayant exercé le plus longtemps cette fonction dans l'histoire du pays et il a posé en Israël les fondements du modèle de pouvoir par un homme unique. Il a consolidé son pouvoir politique, dominé les médias israéliens et créé une aura d'invincibilité, qui a incité ses supporters à le [surnommer le « roi »](#) (1) .

Malgré les contestations récentes à son gouvernement, en particulier l'échec de son bloc de droite à gagner assez de sièges dans les deux dernières élections pour former un gouvernement sans avoir à construire une coalition, et les charges de corruption lancées contre lui, Netanyahu s'est arrangé pour se maintenir dans ses fonctions.

Pour comprendre la survie politique de Netanyahu, il est nécessaire de cartographier la droite israélienne et ses conflits internes. Ce commentaire analyse la politique intérieure d'Israël en se focalisant sur la doctrine et la pratique politiques de Netanyahu, et tente d'expliquer la longévité politique de Netanyahu.

Établir un One-Man Show

Netanyahu a utilisé deux stratégies principales pour renforcer son pouvoir politique de l'intérieur du gouvernement israélien. D'abord, il a occupé de multiples positions en même temps : pendant ses mandats comme Premier ministre, il présidait aussi divers ministères, les derniers étant ceux des communications, de l'agriculture et de la santé, ainsi que celui de la protection et des affaires sociales. Il a été [contraint de démissionner](#) de ces positions en décembre 2019 à cause des charges criminelles contre lui. Ensuite, il a étendu la pratique des nominations politiques pour se garantir des loyautés personnelles dans des institutions et des bureaux du gouvernement variés, y compris judiciaires.

Netanyahu a aussi dominé le narratif politique en Israël en utilisant ses connexions avec les médias israéliens. Selon les articles des actes d'accusation dans trois cas séparés de

corruption, Netanyahu a explicitement fait pression sur les organes de presse israéliens pour polir son image et discréditer ses opposants (2) . Le politologue Yascha Mounk [affirme](#) que Netanyahu a de nombreuses caractéristiques d'un populiste autoritaire modèle : il supprime les opinions dissidentes, il essaie de prendre le contrôle politique des diffuseurs publics, et il a créé un organe loyal de propagande pour lui-même via Israel Hayom, le tabloïde gratuit financé par le milliardaire américain Sheldon Adelson.

De plus, Netanyahu utilise souvent des théories du complot et de l'alarmisme pour assurer son autorité politique, en affirmant qu'il a le monopole pour maintenir la sécurité israélienne. Avraham Burg, ancien président de la Knesset, [remarque](#) que Netanyahu « sème les peurs partout et surgit ensuite au coin de la rue pour dire : 'J'ai une solution pour vous' ». En employant cette stratégie, Netanyahu a contrecarré avec succès l'opposition, y compris les mouvements populaires tels que la « [Manifestation des tentes](#) » de 2011, le mouvement de protestation le plus important de l'histoire d'Israël, qui critiquait les dépenses militaires et de sécurité du gouvernement.

De plus, Netanyahu incite sans relâche à la violence contre les citoyens palestiniens d'Israël, les dépeignant comme un cheval de Troie, des terroristes, et une cinquième colonne à l'intérieur de la société israélienne. Il a à plusieurs reprises décrit les électeurs arabes comme « se dirigeant en foule vers les bureaux de vote » afin de persuader des citoyens juifs de voter pour lui, en se présentant comme le dirigeant qui peut stopper « la menace arabe ».

[Netanyahu a cultivé une loyauté aveugle et l'image d'un leadership à un homme unique dans la psyché de la société](#)

[israélienne. Cliquez pour twitter](#)

Netanyahou a systématiquement marginalisé son opposition tant interne qu'externe (3) . En éliminant toute compétition à l'intérieur de son parti et en construisant un réseau interne de partisans loyaux, il a été capable de se projeter lui-même comme la seule personne susceptible de dynamiser le Parti du Likoud, en arguant qu'une aile droite authentique cesserait d'exister sans lui. Netanyahou a en même temps assiégé ses opposants de la gauche sioniste, les accusant d'être des traîtres, des faibles et des amoureux des Arabes, et il a favorisé grâce à la législation la restriction des activités des organisations de gauche des droits humains – les seules institutions domestiques qui contestent les violations les plus fondamentales et les plus flagrantes par Israël, la plupart du temps perpétrées par les colons israéliens et l'armée israélienne dans le Territoire palestinien occupé.

Par cette combinaison d'outils politiques – extension de son monopole sur le pouvoir de droite, obstruction des pratiques démocratiques, et capitalisation sur les peurs existentielles des sionistes israéliens – Netanyahou a recréé le modèle typique du gouvernement par un homme unique, parallèlement à la montée de dirigeants autoritaires populistes ailleurs. Cependant, puisque Netanyahou s'appuie principalement sur le soutien des juifs mizrahim, son modèle de gouvernement d'homme fort partage plusieurs similarités avec des modèles développés au Moyen-Orient (4) .

Ce faisant, Netanyahou a cultivé la loyauté aveugle et l'image du leadership d'un homme unique dans la psyché de la société israélienne, se projetant comme le seul politicien capable de protéger Israël et ses intérêts grâce à ses connexions étendues et sa personnalité charismatique.

La droite israélienne et le conflit religieux vs laïc

Netanyahou a intensifié la nature contradictoire d'Israël comme étant à la fois juif et démocratique en favorisant l'aspect juif sur l'aspect démocratique de l'identité de l'état. Sa stratégie a culminé avec la promulgation de la [Loi de la nation-état](#), qui a contribué à une religiosité croissante du discours politique israélien et qui a accru les caractéristiques religieuses de la droite sioniste. De fait, Netanyahou met en avant le Likoud comme le seul protecteur des intérêts juifs en dessinant une alliance symétrique entre la droite nationale (représentée historiquement par le Likoud) et les juifs ultra-orthodoxes, ou haredim. Ce faisant, il s'est appuyé sur trois forces importantes : la droite nationaliste israélienne, la droite radicale et ce qui est décrit par Ehud Sprinzak comme la « droite molle ». Alors que les deux premières forces ont fait traditionnellement partie de la politique israélienne, la droite molle – le joueur clé des coalitions politiques de Netanyahou – est une nouveauté qui mérite investigation.

La droite molle est une vague coalition d'ashkenazes ultra-orthodoxes, de séfarades ultra-orthodoxes et d'immigrants laïcs de l'ancienne Union soviétique. Superficiellement, il semblerait que ces groupes ne pourraient même pas s'asseoir à la même table, et des conflits se produisent en effet, en particulier à cause du désir de Netanyahou d'apaiser le bloc religieux. Cependant, la coalition est poussée par une animosité commune envers les Arabes et la gauche laïque israélienne (5) .

Par cette union, la droite a obtenu une législation qui

entérine une présence encore plus grande de la religion dans la vie publique israélienne, y compris des allègements fiscaux pour les juifs haredim, des exemptions constantes de service militaire pour les étudiants des yeshivot et une tolérance pour certaines pratiques quotidiennes, comme le fait de fermer les rues et le transport public le samedi et de renforcer le mandat du Grand-rabbinat d'Israël, qui a autorité sur des affaires de statut personnel, comme le mariage, le divorce, les conversions, et qui détermine qui est juif. Ces politiques ont augmenté les conflits à l'intérieur de la droite molle et ont conduit l'an dernier à l'effondrement de la coalition traditionnelle de Netanyahu qui avait garanti que lui et le Likoud gardent leur emprise sur le pouvoir depuis 2009.

En particulier, dans les élections d'avril 2019, Netanyahu a échoué à apaiser le conflit entre les partis religieux et Avigdor Lieberman, qui, en tant que leader de l'extrême-droite laïque, se positionne comme une alternative à Netanyahu pour diriger la droite laïque libérale. Au coeur du conflit entre les partis religieux et Lieberman, qui constituaient d'ordinaire deux solides composantes de la coalition de Netanyahu, se trouvait la question du service militaire obligatoire pour les haredim. En plus d'être une composante essentielle de l'identité individuelle israélienne, le service militaire en Israël est le signifiant principal de l'appartenance à la communauté civique israélienne et un déterminant crucial de la signification de la citoyenneté israélienne⁶. Les Israéliens considèrent aussi le service comme une institution universelle où les disputes politiques et idéologiques sont supposées être dissoutes – une valeur essentielle pour la survie permanente d'Israël, étant donné les changements démographiques à l'horizon (7).

Le programme de Netanyahu a rompu le statu quo établi par David Ben-Gourion en 1947, qui visait à contenir le conflit

religieux vs laïc dans le futur état. Sous cette politique, les juifs haredim ont été exemptés de service militaire en 1952 malgré l'opinion que le service militaire servirait de melting pot pour tous les juifs, issus de différentes origines et de différents milieux. Ben-Gourion s'est aussi abstenu d'écrire une constitution pour l'état d'Israël et il a évité les discussions dessus. Au lieu de cela, il s'est simplement référé à Israël comme à un état juif et démocratique, expliquant qu'éviter des conflits internes spécifiques était le meilleur moyen de maintenir la paix intérieure.

[Israël est témoin d'un conflit interne sur la représentation politique de la droite et la nature de l'état d'Israël. Cliquez pour twitter.](#)

[La colère vis-à-vis des juifs haredim](#), tant de la part de la droite laïque que de celle de la gauche, a augmenté, en conséquence de l'exemption militaire. Ils sont vus comme un fardeau pour l'état, non seulement parce qu'ils refusent le service militaire mais aussi parce qu'ils reçoivent des allègements fiscaux spéciaux tout en restant à l'écart du marché du travail. De plus, leur façon de vivre stricte et isolée, sans parler du traitement des femmes, contraste sévèrement avec l'image ouverte et libérale d'Israël exportée à l'étranger. Réciproquement les juifs haredim trouvent que les juifs laïcs mènent un style de vie décadent en violation avec les lois juives et que leur mélange avec d'autres religions menace la survie même du judaïsme.

Parallèlement, Netanyahu a bloqué toutes les tentatives pour résoudre le conflit israélo-palestinien⁸. Il a rejeté toutes les demandes palestiniennes fondamentales et il a œuvré à des changements politiques et géographiques sur le terrain, en continuant la construction des colonies, en s'assurant de la

reconnaissance américaine de l'annexion illégale de Jérusalem et des Hauteurs du Golan par Israël et en travaillant étroitement avec l'administration de Trump sur le « marché du siècle ».

Cette politique de gestion du conflit, qui inclut de mettre en avant la coordination palestinienne-israélienne sur la sécurité, a contribué à un fort sentiment de stabilité en Israël, particulièrement quand la réalité quotidienne des vies des Palestiniens sous l'occupation continue à être complètement hors de vue pour la plupart des Israéliens. En conséquence, le conflit israélo-palestinien a été longtemps absent des plateformes électorales et le public israélien s'est préoccupé au lieu de cela des conflits internes exposés plus haut.

Israël est en fait témoin d'un double conflit interne qui transcende le fait de garantir simplement le nombre requis de sièges pour former une coalition gouvernementale. Il s'agit plutôt d'un conflit sur la représentation politique de la droite et sur la nature de l'état d'Israël. Netanyahu a réussi au cours des dernières années à établir son hégémonie en polarisant des conflits internes à l'intérieur de la droite israélienne tout en insistant sur les ennemis communs.

Mais cela a maintenant atteint le niveau d'un affrontement direct, comme l'a rendu clair le refus de Lieberman de rejoindre la coalition de Netanyahu, si Netanyahu ne faisait pas de concessions sur la question des exemptions religieuses du service militaire.

Les politiques de Netanyahu pour restructurer la droite, en mettant en valeur la judaïté plutôt que la démocratie et en repositionnant les conflits en Israël, ont créé de nouvelles

dynamiques, des changements et des coalitions dans la politique israélienne. Dans ces circonstances, Netanyahu a maîtrisé le jeu politique et a su comment en bénéficier jusqu'à l'élection d'avril 2019, où il a échoué à former un gouvernement. Cela a été le point où a commencé son marathon pour la survie politique.

Netanyahu survit politiquement une nouvelle fois

Netanyahu mène maintenant une féroce guerre personnelle contre ses opposants politiques, en dérivant son pouvoir de ses électeurs, de sa personnalité charismatique et de son influence médiatique. Comme tout populiste typique, il refuse de se retirer ou de croire qu'il pourrait perdre. Selon Mounk, seule une minorité de populistes qui ont été élus quittent leur fonction grâce à des élections libres et justes. Ils rendent souvent leurs pays plus corrompus, réécrivent la constitution pour se donner plus de pouvoir et violent les droits civiques et politiques fondamentaux. C'est ce que Netanyahu a fait pendant des années en s'attaquant à des institutions importantes d'Israël et en affirmant être une victime des médias progressistes et du système judiciaire.

La stratégie de survie de Netanyahu a toujours été de personnaliser la politique en mettant en valeur la question du leader approprié qui pourrait diriger Israël. Si le vrai défi des deux premières élections se trouvait dans la manière de former un gouvernement en comblant le fossé que les politiques de Netanyahu ont aggravé pendant des années à l'intérieur du bloc de droite et en persuadant tous les partis, particulièrement Lieberman, de monter à bord, dans la troisième élection, grâce à l'hésitation du leader de Blanc et

Bleu, Benny Gantz, et du COVID-19, Netanyahu s'est arrangé pour transférer la question du « comment » vers le « qui » devrait former un gouvernement dans ces circonstances.

Netanyahu fait ce qu'il fait le mieux : gérer des crises et se dépeindre comme l'unique sauveur d'Israël. Sans aucun doute, la pandémie de coronavirus a joué en faveur de Netanyahu. Il a dirigé dès le début les efforts de la nation pour contenir le virus et il a accusé ses opposants d'entraver la cause en continuant de se disputer sur la formation du gouvernement. En agitant le drapeau de l'unité nationale et de l'intérêt collectif dans un temps de trouble, Netanyahu a convaincu Gantz et le public israélien qu'un gouvernement d'urgence nationale était crucial pour vaincre le virus. Ce faisant, il a réussi à démanteler Bleu et Banc et il a trouvé un moyen de rester en fonction.

Netanyahu a signé un accord de partage de pouvoir qui lui garantit sa position de Premier ministre pour 18 mois encore dans un gouvernement d'urgence nationale. L'accord de gouvernement donne aussi à Netanyahu – qui doit encore faire face à un procès pour des accusations de fraudes, d'abus de confiance et d'acceptation de pots-de-vin – de l'influence sur les nominations des juges et des fonctionnaires juridiques. Selon l'accord, les deux partis approuvent les nominations clés, dont celles du procureur général et du procureur de l'Etat, ce qui offre à Netanyahu un pouvoir de veto sur les fonctionnaires qui détermineront son sort dans les tribunaux.

Ce conflit d'intérêt ne semble pas affecter Netanyahu, qui jouit encore d'un soutien étendu, au point que ses supporters ont organisé des manifestations et ont accusé le système judiciaire israélien de corruption et de le cibler délibérément. Alors que les opposants de Netanyahu espéraient

que la Cour suprême déclarerait son mandat illégal à cause de sa mise en accusation criminelle, ce scénario ne s'est pas déroulé comme ils l'avaient espéré : la Cour a refusé d'empêcher Netanyahu de former un gouvernement et elle a aussi refusé de bloquer son accord de partage de pouvoir avec Gantz.

[Comprendre la survie de Netanyahu veut dire exposer la dynamique interne et les structures cachées du pouvoir dans la politique israélienne. Cliquez pour twitter.](#)

La survie politique de Netanyahu a nui à la démocratie israélienne et à ses institutions. Pourtant l'étendue de la manière dont les populistes s'arrangent pour endommager les institutions démocratiques dépend de leur centralisation de pouvoirs. On peut arguer que puisque le Premier ministre israélien est presque toujours dépendant du soutien de ses partenaires de coalition, il y a théoriquement encore [quelques freins à l'autoritarisme](#) en Israël qu'on ne trouve pas dans d'autres états. Cependant, les développements récents contestent cette hypothèse : la coalition avec Bleu et Blanc des trois anciens membres du Likoud qui se sont détachés du parti et qui ont atteint la Knesset par d'autres partis [garantit à Netanyahu](#) une coalition de 61 membres dans un gouvernement national plus large. Cela signifie que Netanyahu établit son gouvernement à l'intérieur du gouvernement d'unité nationale et renforce sa propre suprématie au nom du consensus. Même si Gantz a l'intention de se séparer du gouvernement, cela n'affecterait pas la stabilité de celui-ci, ni son statut comme mécanisme de gouvernance.

Dans un gouvernement d'unité nationale, le défi de Netanyahu n'est pas lié seulement au fait de rester au pouvoir ; il s'agit plutôt de rester et de dominer – et c'est ce qu'il a

compris depuis le début.

Former un large gouvernement exige d'essayer de satisfaire chacun en distribuant des portefeuilles. Cela cause des contestations internes et défie les alliés traditionnels de Netanyahu dans leur lutte pour garder leur pouvoir, alors que Netanyahu essaie de garder aussi à proximité ses opposants.

Superficiellement, le fait que Netanyahu entre dans son quatrième mandat consécutif – son cinquième en tout – polit sa réputation de sorcier politique et de survivant imbattable. Pourtant comprendre sa survie veut dire aussi exposer la dynamique interne et les structures cachées de pouvoir dans la politique israélienne. De plus, Netanyahu ne serait pas capable de survivre sans le soutien de nombreux segments de la société israélienne et le succès de son image populiste fortement entretenue de « père de la nation » et de « leader fort » – une identité qu'il a lui-même propagée. Netanyahu a apparemment gagné la bataille, mais seulement contre les fragiles valeurs et institutions démocratiques d'Israël.

Notes:

1. Cet article fait partie du Cercle politique d'Al-Shabaka sur le Leadership palestinien et la responsabilité. Un cercle politique Al-Shabaka est une méthodologie spécifique qui implique un groupe d'analystes dans une étude et une réflexion à long terme sur une question d'importance clé pour le peuple palestinien.

2. Ces affaires incluent le Cas 4000, selon lequel Netanyahu aurait mené un accord à coup de concessions réciproques avec

la compagnie de télécommunications Bezeq et le site web israélien Walla pour obtenir une couverture favorable, ainsi que le Cas 3000, selon lequel Netanyahu aurait essayé de contrôler le contenu politique de Yedioth Ahronoth, le quotidien israélien à haut tirage et haute circulation, doté d'un site web populaire.

3. Netanyahu a accompli cette [marginalisation](#) après avoir été élu président du parti en 1992 en initiant un changement organisationnel à l'intérieur du Likoud. Il a modifié le système d'élections internes, introduit des primaires pour affaiblir à la fois le Comité central et ses rivaux politiques. Auparavant, c'est le Comité central qui avait élu la plupart des positions du parti, mais sous Netanyahu c'est le président du parti qui a nommé des membres à des rôles clés de l'administration. Netanyahu a aussi créé deux nouveaux organes à l'intérieur du parti – le bureau du parti et la gestion du parti – et recruté aussi leurs membres. La structure du parti du Likoud est devenue plus centralisée sous le leadership de Netanyahu de 1993 à 1996 et a perdu sa nature factionnelle ; au lieu de cela, une coalition dominante l'a dirigé.

4. Historiquement, Herut (aujourd'hui le Likoud) était un mouvement anti-élitiste dirigé contre le Mapai et ses institutions hégémoniques (comme le Histadrut et le mouvement des kibboutz) qui ont joué un rôle clé dans la marginalisation des Mizrahim, qui sont [devenus un bloc électoral solide pour le Likoud](#). Selon Nissim Mizrachi, le comportement politique des juifs mizrahim est semblable à une structure familiale ; Hisham Sharabi a aussi [expliqué](#) la politique dans le monde arabe et les sociétés collectives de cette façon. Dans [les termes](#) de Mizrachi : « Les données montrent que beaucoup de ces gens ont confiance dans le fait que la personne au sommet de la pyramide politique travaille pour leur bien commun. Cela

ne va peut-être pas bien pour lui, mais ils ne le soupçonnent pas d'agir pour des motifs qui ne sont pas à leur bénéfice ».

5. Malgré leur laïcité et leur animosité envers les ultra-orthodoxes, la plupart des Israéliens russes ne peuvent tolérer la rhétorique de la gauche israélienne à cause de leurs mémoires de l'Union soviétique ; parallèlement les ultra-orthodoxes s'opposent à la laïcité de la gauche israélienne.

6. Israël est peut-être le seul pays dans lequel la « citoyenneté » est distinguée de la « nationalité » ; la signification de la citoyenneté est différente du fait d'obtenir un passeport.

7. Selon les statistiques 2019 de l'Institution de la Démocratie en Israël sur la société ultra-orthodoxe en Israël, la population ultra-orthodoxe en Israël actuellement compte 1 125 000 personnes – 12% de la population d'Israël – et [grandit à un taux plus important](#) que le reste de la population d'Israël.

8. Peu enclin à permettre une souveraineté palestinienne significative en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza et à Jérusalem-Est, Netanyahu suit une approche de gestion de conflit. Cette approche a été accélérée par la deuxième Intifada, mais est [enracinée](#) dans la « décision de ne pas décider » du Premier ministre israélien Levi Eshkol à la suite de la guerre de 1967.

[Nijmeh Ali](#)

Nijmeh Ali est une militante politique et universitaire, avec un doctorat de l'université d'Otago en Nouvelle-Zélande. Ses recherches s'intéressent au pouvoir de la théorie de la résistance à exposer « le pouvoir des sans-pouvoirs » et aux capacités des groupes opprimés pour créer un changement social authentique, particulièrement parmi les militants palestiniens en Israël. De 2014 à 2018, Nijmeh a été chercheuse au Centre national des études sur la paix et les conflits, à l'université d'Otago. Elle avait obtenu auparavant une licence de l'université de Haïfa et un master de l'université hébraïque à Jérusalem.

Traduction : CG pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al-Shabaka](#)